

Les chutes de neige bloquent plusieurs routes

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4392 - Dimanche 4 février 2018 - Prix : 10 DA

Armée nationale populaire

15 terroristes abattus en janvier

Page 24

Après satisfaction par la tutelle de leurs revendications

Les paramédicaux gèlent leur grève

Page 2

Chronique d'une attaque annoncée

Par Mohamed Habili

Quand les Américains se mettent à parler d'attaques chimiques survenues en Syrie, à plus forte raison lorsqu'ils en précisent le nombre, alors il faut s'attendre à ce qu'ils bombardent dans pas longtemps une ou plusieurs positions tenues par l'armée syrienne. A ce qu'il semble tout au moins, dans un double souci : châtier et dissuader. Quant à savoir ce qu'il en est réellement, pas la peine de se donner cette peine, car dans ce cas aussi ce sera de toute façon parole contre parole, et point de preuve irréfutable. D'après la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, rien que durant ces trente derniers jours, l'arme chimique aurait été employée à trois reprises par l'armée syrienne, sur la Ghouta-Est, à la périphérie de Damas. Ce que bien entendu le régime syrien nie catégoriquement, tout en se préparant sûrement à un bombardement du type de celui qu'il avait subi l'année dernière, après l'attaque chimique sur Khan Cheikhoun, au nord de Hama, qui lui avait été imputée. Il est vrai, pas seulement par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne - ce qui aurait plaidé en sa faveur le cas échéant - mais également par des enquêteurs travaillant pour le compte de l'ONU, ce qui d'ailleurs n'implique pas forcément sa culpabilité. En Syrie aujourd'hui, en effet, bien des bords non seulement possèdent des armes chimiques, mais sont capables d'en fabriquer, comme cela est suffisamment établi. Ce fait toutefois n'empêchera pas une réponse américaine si l'arme chimique est employée pour la quatrième fois.

Suite en page 3

En visite à Tizi Ouzou

«Vigilance et engagement», les mots d'ordre de Benghebrit

- Le risque d'une année blanche exclu



La ministre de l'Education nationale a effectué hier après-midi une visite de travail de deux jours dans la wilaya de Tizi Ouzou. Lors d'une rencontre avec les cadres de son secteur, Nouria Benghebrit a appelé à une mobilisation nationale pour le bien des élèves.

Lire page 3

Discussions entre la CGEA et le Medef français à Paris

Le renforcement du partenariat économique algéro-français au menu

Page 5

«Hope in darkness»

Hacen Drici expose ses œuvres à Alger

Page 13

Après satisfaction par la tutelle de leurs revendications

Les paramédicaux gèlent leur grève

■ Le ministre de la Santé a réussi à atténuer la colère des paramédicaux. En effet, le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a décidé hier, de geler sa grève enclenchée depuis plus de trois semaines, suite à la satisfaction par la tutelle de certaines de ses revendications.

Par Louiza Ait Ramdane

Les deux parties sont arrivées à s'entendre et à enterrer la hache de guerre. La décision du gel de la grève survient suite à la réunion du Conseil national du syndicat tenue hier, et pendant laquelle a été discuté le procès-verbal de la rencontre qui s'est tenue mercredi passé, avec la commission de dialogue et les partenaires sociaux au ministère de la Santé et des résultats positifs ayant sanctionné cette rencontre. «Le ministère a répondu positivement aux plus importantes revendications, en l'occurrence le règlement du dossier du harcèlement exercé contre certains syndicalistes locaux, notamment dans les wilayas de Djelfa et Béjaïa», a déclaré le secrétaire général du SAP, Lounes Ghachi, ajoutant que les autres revendications requièrent du temps, mais le ministère a exprimé sa disposition à les examiner. «Le ministère de la Santé a donné son accord en vue de la satisfaction de la plupart des revendications des paramédicaux», a-t-il encore déclaré. M. Ghachi a révélé que le dialogue avec la tutelle reprendra prochainement sans toutefois fixer de date pour la prochaine réunion avec les représentants du ministère de la Santé.

Pour sa part, Salim Belkacem, conseiller au ministère, avait précisé que le dialogue engagé avec les partenaires sociaux a permis de régler tous les conflits sociaux à l'origine de la grève, ajoutant qu'un groupe de travail sera installé pour le suivi du dossier des travailleurs du corps paramédical. Pour rappel, le tribunal administratif près la cour d'Alger avait déclaré lundi dernier «illégal» la grève, ce qui a contraint le ministère à obliger l'administration à respecter les dispositions judiciaires régissant les relations de travail et les dispositions relatives au statut général de la Fonction publique. Il a été décidé également de considérer les personnels qui déclarent être en grève et ne rejoignent pas leurs postes de travail, dans une situation d'abandon de poste, s'exposant ainsi à de multiples mesures administratives, à commencer



Ph.D. R.

par des prélèvements sur salaire non plafonnés, a fait savoir le responsable qui a réitéré la disponibilité de la tutelle à ouvrir les voies du dialogue.

Les travailleurs du corps paramédical ont soulevé une

série de revendications socio-professionnelles, notamment la révision de la carrière professionnelle, l'accès au système LMD, l'octroi des primes d'encadrement et de documentation, la sécurité au sein des hôpitaux, la

promotion des aide-soignants, la formation des paramédicaux et le recrutement des infirmiers ayant une licence dans le domaine.

Malgré ce gain de cause, la paix n'est pas encore instaurée

dans ce secteur perturbé par une autre grève qui perdure, à savoir celle des médecins résidents en débrayage illimité depuis plus d'un mois.

L. A. R.

Intempéries

Les chutes de neige bloquent plusieurs routes

Les intempéries survenues ces dernières heures notamment les importantes chutes de neige tombées avant-hier ont provoqué la fermeture de plusieurs axes dans les régions ouest et centre du pays.

La circulation automobile a été quasiment paralysée hier à travers de nombreuses régions du pays, suite aux chutes abondantes de neige enregistrées depuis la nuit d'avant-hier à hier. A ce titre, l'amoncellement de la neige a conduit au blocage de nombreuses routes au trafic routier. Selon la Gendarmerie nationale, plusieurs routes nationales et de wilayas ont été en effet hier coupées à la circulation dans plusieurs wilayas du pays en raison des intempéries et des chutes de neige. Les principales



Ph.M. Zaïnik/U.A.

wilayas touchées, précisera le corps de sécurité, ont été Skikda, Médéa, Béjaïa, Bouira et Tizi Ouzou. Les routes nationales RN 18, 22, 30, 33, 64 sont particulièrement touchées, ajoutera

la même source. Ainsi, outre les difficultés de circulation, des routes nationales, des chemins de wilayas et de nombreux axes principaux ont été fermés aux automobilistes notamment à

Tlemcen, Médéa, Béjaïa et Tizi Ouzou. C'est ainsi qu'outre la route nationale 64 à Médéa, la RN 22 reliant Tlemcen à la commune Sbedou ont été paralysées par d'importantes chutes de neige. Même situation à Tizi Ouzou où la RN 253 la reliant Bouira à Béjaïa a été fermée au niveau de la localité de Chellata, daïra d'Akbou. A noté qu'un BMS (bulletin météo spécial) a été lancé avant-hier par l'Office national de météorologie annonçant des pluies orageuses sur l'ouest et le centre du pays. Des pluies, parfois sous forme d'averses, accompagnées d'orages et/ou de grêles, affecteront des wilayas de l'ouest et du centre du pays à partir de ce vendredi (avant-hier), a prévenu l'Office national de météorologie. Enonçant les wilayas concernées par ces pluies dont les cumuls devaient atteindre voire dépasser les 40 mm, l'Office national de météorologie avait cité Tlemcen, Ain Témouchent, Oran, Mostaganem et Chlef, ainsi que le nord de Mascara et de Relizane. Outre l'annonce de rafales de vent sous orages, le même BMS avait prévenu que ces averses s'étendront par la suite aux wilayas de Tipaza, Alger, Ain Defla et Blida où les cumuls estimés atteindront ou dépasseront 30 mm. Lynda N.

Criminalité

Douze affaires traitées et 15 suspects arrêtés en décembre

Les brigades anti-criminalité de la Sûreté nationale ont traité en décembre dernier 12 affaires relevant du droit pénal liées essentiellement à des homicides volontaires et arrêté 15 suspects ayant été déferés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale

(DGSN). Concernant les homicides volontaires, «les investigations menées par la police judiciaire, en coordination avec les équipes de la police scientifique et technique, ont permis d'élucider 12 crimes, ayant mené à l'arrestation de 15 suspects dont 12 auteurs principaux et 3 complices, ayant été tous déferés devant les autorités judiciaires territoriale-

ment compétentes, en vertu de dossiers pénaux motivés par des preuves indéniables», ajoute le même communiqué. Les homicides volontaires enregistrés en décembre dernier sont dus essentiellement à «des disputes et des provocations», a précisé la même source, ajoutant qu'ils ont été traités grâce aux efforts des services de police qui se sont

référés aux preuves scientifiques et à l'examen des différents indices et empreintes, prélevés avec une grande maîtrise sur la scène de crime. Les services de police demeurent mobilisés pour prendre en charge les doléances des citoyens notamment à travers le numéro d'urgence 17 et le numéro vert 15 48 mis à la disposition des citoyens 24h/24. A. S.

En visite à Tizi Ouzou

«Vigilance et engagement», les mots d'ordre de Benghebrit

■ La ministre de l'Education nationale a effectué hier après-midi une visite de travail de deux jours dans la wilaya de Tizi Ouzou. Lors d'une rencontre avec les cadres de son secteur, Nouria Benghebrit a appelé à une mobilisation nationale pour le bien des élèves.

Par Hamid Messir

Entamant sa visite par une réunion avec les cadres de son secteur tenue au niveau du siège de la wilaya, la ministre a souligné dans une allocution que «ce que nous vivons aujourd'hui ce sont des tensions, des différends qui se transforment en crise dont l'origine est, en premier lieu, un problème relationnel et surtout non professionnel». Ceci, avant de saluer les syndicats et les parents d'élèves ayant signé la déclaration commune dans laquelle ils dénoncent «les perturbations de la scolarité à ce moment charnière de l'année». Aussi, Nouria Benghebrit a rappelé que «dans un contexte géopolitique empreint de menaces multiples, un seul mot d'ordre vigilance et engagement» avant de souligner qu'«il y a lieu d'insister sur l'éthique et la responsabilité» et que «pour notre part, nous continuons à prôner le dialogue avec nos partenaires sociaux et les encourager à aller vers une éthique syndicale, œuvrer pour la résolution des problèmes socioprofessionnels en suspens au niveau local, améliorer les performances de notre école». La ministre n'a pas manqué l'occasion pour rappeler que «pour la wilaya de Tizi Ouzou, je sais combien la situation vécue, il y a quelques semaines, était traumatisante pour toute la société. Je suis persuadée qu'aussi bien chez les élèves, leurs parents, les enseignants, les chefs d'établissements



ments et les inspecteurs, personne n'a envie de revivre ce type de situation dont la principale victime est l'élève». Dans le même contexte, elle a appelé «à la mobilisation des chefs d'établissements et des inspecteurs, non seulement au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou mais au niveau de toutes les autres wilayas, pour informer et convaincre que l'élève

doit être au cœur de toutes les préoccupations». A l'heure où nous mettons sous presse, la ministre devrait rencontrer les partenaires sociaux après avoir débattu avec ses cadres à l'échelle locale. Notons enfin que la ministre de l'Éducation devrait visiter aujourd'hui le lycée Hamki de la nouvelle ville de Tizi Ouzou ainsi que des projets en cours de

lancement au niveau du pôle urbain de Oued Falli (ouest de Tizi Ouzou). Elle se rendra également dans le village le plus propre de la wilaya de Tizi Ouzou, Tiferdoud, ainsi qu'au centre culturel Matoub-Lounes de Ain El Hammam avant de cloôturer sa visite par un passage à la radio locale de Tizi Ouzou.

H. M.

L'ANPE appelle à un dialogue «constructif» et «responsable» pour éviter le pire

Le risque d'une année blanche exclu

Pour éviter «l'irréparable», l'Association nationale des parents d'élèves (Anpe) a protesté contre la grève nationale illimitée lancée depuis le 30 janvier par le Cnapeste et appelé à un dialogue «constructif» et «responsable». De son côté, la ministre de l'Éducation a rassuré les parents d'élèves et exclu le risque d'une année blanche dans les wilayas en grève depuis des semaines. Les parents d'élèves s'inquiètent du sort de leurs progénitures qui sont depuis le début de cette année en grève, à Blida, Tizi-Ouzou et Béjaïa. D'autres parents préviennent de la tournure que peut prendre ce mouvement de grève illimitée lancée depuis le 30 janvier par le Cnapeste au niveau du territoire national. Dans un communiqué rendu public en réaction à cette grève qui a été jugée illégale par la justice, «l'Anpe proteste énergiquement pour ces épisodes de grèves inutiles destructives de la

vie scolaire (...). L'Anpe lance un appel à œuvrer pour un dialogue constructif et responsable pour éviter l'irréparable». Les principales revendications de ce syndicat autonome portent sur le plein respect de la teneur des conventions signées avec le ministère de l'Éducation nationale, notamment en ce qui concerne la régularisation de la situation des personnels occupant des postes en voie de disparition, la médecine du travail, l'actualisation de la prime de zone pour le travail dans le Sud, le logement et les promotions. Engagée à respecter et soutenir l'accord en faveur d'une «stabilisation durable» de la Charte d'éthique du secteur de l'Éducation nationale, signée le 29 novembre 2015 à Alger, l'Anpe se bat, selon le communiqué, pour la protection et la sauvegarde de l'école républicaine dont l'accès gratuit aux enfants algériens est garanti par la Constitution. Les parents

d'élèves considèrent la grève comme une «fuite en avant, un complexe et un dérapage syndical», exprimant leur «désarroi» et leur «frustration» de voir l'avenir de leurs progénitures compromis, a déploré l'Anpe. De son côté, lors d'un entretien avec TSA, la ministre de l'Éducation, Nouria Benghebrit, a tenté de rassurer ces parents d'élèves qui redoutent que ce mouvement de grève n'engendre une année blanche à Blida, Tizi-Ouzou et Béjaïa, affirmant qu'«il n'y aura pas d'année blanche dans ces trois wilayas. Nous sommes en train de prendre des mesures pour assurer les enseignements aux élèves». La ministre a été étonnée mais surtout s'est réjouie de la réaction des parents d'élèves qui se sont mobilisés et ont tenté de convaincre les enseignants de reprendre et continuer leur travail. Elle déclare que «c'est pour la première fois que j'observe une telle mobilisation

parentale». Ajoutant que «c'est également pour la première fois que des parents d'élèves (fédération des parents d'élèves et association nationale des parents d'élèves) dépose plainte à l'échelon local contre le bureau du Cnapeste. Cela dit, je peux vous assurer que les enseignants reprennent au quotidien». Précisant que les établissements scolaires de 45 wilayas sur les 48 sont en grève depuis le 30 janvier, la ministre a souligné que «nous avons pris plusieurs mesures. La première est liée à la révision des volumes horaires. Nous avons recomposé le calendrier de travail de l'élève. La deuxième consiste à identifier les enseignants qui ne sont pas contre le fait de faire des heures supplémentaires. La troisième mesure est de recruter des vacataires. Nous en avons recruté 400 à Blida depuis décembre. Nous avons donné une certaine priorité aux retraités, notamment pour ce

LA QUESTION DU JOUR

Chronique d'une attaque annoncée

Suite de la page une

Les Américains n'ont pas dit qu'ils réagiraient dès cette quatrième reprise, mais c'est probablement ce qu'ils ont voulu laisser entendre en précisant le nombre d'attaques d'après eux d'ores et déjà commises ces trente derniers jours. Ce qui par ailleurs plaide en faveur de cette interprétation, c'est la déclaration du président français faite récemment, précisant qu'il faudrait la prochaine fois détruire non seulement les stocks détenus par la Syrie, mais les sites de fabrication eux-mêmes. Or ce n'est pas tout. Il faut aussi prendre en compte cette remarque faite par la porte-parole du département d'Etat justifiant par avance l'attaque à venir. Comme l'argument est tout à fait recevable, suivant lequel l'armée syrienne n'a pas la moindre raison de recourir à l'arme chimique, du moment qu'elle est en train de gagner la guerre, elle y répond à l'avance en faisant valoir ce talon d'Achille qu'est son manque d'effectifs. Ainsi donc, l'arme chimique lui permettrait de compenser son manque d'hommes chronique. Mais dans ces conditions, ce n'est pas de temps en temps qu'elle y aurait recouru, mais bien plus souvent, sinon de façon systématique. Si en l'occurrence il ne s'agissait pour désigner le coupable que de répondre à la question de savoir à qui profite le crime, le coupable ne serait pas l'armée syrienne, en tout cas pas de façon prioritaire, mais l'un ou l'autre de ses ennemis, qui ne sont pas tous des Syriens, si s'en faut. Ceux-là mêmes qui sont à chaque fois prompts à pointer l'index sur le régime syrien ne seraient pas au-dessus de tout soupçon, tant ils auraient intérêt à le faire ensuite condamner. On peut parfaitement imaginer les services secrets américains, français, ou de tout autre membre de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, commettre eux-mêmes, ou faire commettre par quelqu'un d'autre, un forfait de ce genre, certains qu'ils sont d'une part qu'on ne pourra pas remonter jusqu'à lui, et d'autre part que le crime sera inévitablement imputé au régime syrien. Aujourd'hui comme hier, il importe de n'être dupe de personne.

M. H.

qui est des classes d'examen dans la mesure du possible». A noter que la ministre a été hier à Tizi Ouzou pour discuter et dialoguer avec les grévistes.

Thinhinene Khouchi

Les enfants atteints de sida

Un secret lourd à porter

■ Ils sont comme les autres enfants. Ils jouent, rient, pleurent, suivent des études. Rien ne les différencie des autres enfants de leur âge, sauf ce secret qu'ils portent, souvent depuis leur naissance : ils sont atteints du sida.



PND/R.

Par Nedjma O.

Ces enfants, rencontrés au service des maladies infectieuses du CHU d'Oran, ne semblent pas malades. Rien d'extraordinaire. Les traitements actuels permettent d'assurer une qualité de vie optimale aux séropositifs, souligne le P Najet Mouffok, chef de ce service, considéré comme le centre de référence régional prenant en charge des patients de 14 wilayas dans l'ouest et le sud-est du pays. Ils ne sont pas moins de 250 enfants de différentes régions à être suivis gratuitement au niveau du service.

L'Algérie est l'un des rares pays arabes et africains qui prend totalement en charge les porteurs du virus du sida. L'objectif étant d'éradiquer la maladie à l'horizon 2030. Un des premiers enfants traités au niveau du service à la fin des années 1990 est âgé aujourd'hui d'une vingtaine d'années, rappelle le P Mouffok. Elle précise que ses jeunes patients appartiennent à différentes tranches d'âge.

En général, la maladie leur a été transmise par la mère. Dans l'une des salles de consultations chez le D' Benzoubara, spécialisée dans la prise en charge des enfants séropositifs, un papa, accompagné de sa fille âgée de quatre ans, accepte de se confier à la journaliste de l'APS. Venu d'une ville d'une wilaya voisine à Oran, Youcef, père de deux enfants, Lina (4 ans) et Nidal (7 ans), tous deux porteurs de la maladie, a ramené sa fille qui souffre d'un ganglion au niveau du cou.

Même pour les petits bobos le père préfère ramener sa fille au centre pour consultation. Ce père, la trentaine, est le seul à ne pas porter le virus. Sa femme et

ses deux enfants ont été diagnostiqués séropositifs il y a trois ans. Ce cas est une «véritable énigme» pour le D' Benzoubara qui n'arrive pas à expliquer que dans ce couple ayant une vie sexuelle normale, l'un est séropositif et l'autre pas. «La science n'a pas encore répondu à toutes les questions concernant le VIH», dit-elle, évoquant une récente étude qui révèle que certaines personnes présentent une résistance au virus.

Dévasté lors de l'annonce de la maladie, Youcef a fini par accepter son destin. Les soins que doivent subir sa femme et ses deux enfants, les consultations, les déplacements entre sa ville de résidence et Oran, ne lui font plus peur. «J'ai fini par comprendre que la prise en charge du VIH a nettement évolué par rapport à tout ce qu'on pouvait entendre avant. Actuellement, le sida est devenu une maladie comme toutes les autres maladies chroniques», avoue-t-il. Pour sa femme, à aucun moment il n'a douté de son honneur.

«Elle a pu contracter la maladie suite à une transfusion sanguine», explique-t-il, rappelant que les rapports sexuels ne sont pas le seul vecteur de transmission de la maladie. Dans le milieu médical qu'il côtoie en permanence, l'attitude de Youcef, qui n'a pas pourtant reçu une instruction très poussée, force le respect. Il est déterminé à soutenir les siens jusqu'au bout. La vie continue. La maladie n'a pas pu voler les moments de bonheur qu'il partage avec ses enfants qu'il adore. Le spectre de la maladie n'atteint pas certains moments magiques, comme son premier portrait dessiné par Nidal ou les premières déclarations d'amour

papa nebhik (je t'aime papa) de Lina. Quand il parle de ses enfants, les yeux de Youcef s'illuminent. Mais son expression change subitement lorsque la question sur l'impact de la maladie dans sa vie sociale est abordée.

La peur du jugement de l'autre

Youcef vit sous le toit de la grande maison familiale, avec ses parents et ses deux frères également mariés. Il partage tout avec eux, sauf son secret. S'il cache la maladie de sa femme et ses enfants, même aux plus proches, c'est parce qu'il craint leur jugement. Voir ses enfants exclus et boudés le hante. Et sa femme ? Si lui fait preuve de cette confiance inébranlable en elle, les autres ne la ménageront pas.

«Quand ma fille a eu une des maladies opportunistes du sida, la tuberculose, j'ai vu le comportement des gens vis-à-vis d'elle. Ses propres cousins et cousines les mettaient à l'écart refusant d'avoir un contact avec elle. Comment vont-ils réagir s'ils sauront qu'elle a le sida ?», s'exclame-t-il.

Devant l'entrée de la pharmacie du service, là où les patients viennent chaque trimestre s'approvisionner en médicaments, on remarque de dizaines de boîtes vides entassées dans de grands cartons. Les patients préfèrent ne pas emporter les emballages de peur que quelqu'un lise les notices ou reconnaisse la marque, explique le P Mouffok. Si la plupart des malades préfèrent taire leur maladie vis-à-vis de leur entourage, révéler ce secret de la maladie aux plus proches s'avère un véritable dilemme et une décision difficile à prendre. C'est le

cas de Soumia, rencontrée dans la salle de consultation du service des maladies infectieuses réservée au suivi des femmes enceintes porteuses du virus. Elle reconnaît que la décision de lever le voile sur son état a coûté la vie à son propre père, mort de chagrin et de culpabilité d'avoir marié sa fille à un homme qui lui a transmis le sida. Cette jeune maman de 29 ans a vécu un véritable drame. Mariée à l'âge de 19 ans à un homme qui semblait avoir tout d'un bon parti, le conte de fée qu'elle vivait s'est subitement transformé en cauchemar après la découverte de la maladie chez sa première fillette de 2 ans. Alors enceinte du second enfant, elle a été également diagnostiquée séropositive tout comme son mari. Les drames se sont enchaînés. Sa petite fille ne survit pas à la maladie. Son père, pris de remords d'avoir lui-même choisi son gendre, décède quelques mois après. «Et le regard de ma famille a été très lourd à porter pendant des années», témoigne-t-elle. Le P Mouffok suit le couple depuis des années.

Elle a tenu à relever que le mari «n'est pas le monstre qu'on imagine. C'est un homme intègre et plein de valeurs», dit-elle, ajoutant qu'il reconnaît avoir fait des erreurs avant son mariage et qu'il a transmis le VIH à sa femme sans même le savoir. Depuis, les choses sont plus ou moins rentrées dans l'ordre dans la vie de Soumia, prise en charge avec son mari au niveau du centre. Son deuxième bébé est venu au monde sain, grâce à une prise en charge spécifique qui empêche la transmission mère-enfant. Elle eu après lui trois autres enfants, tous sains. Malgré les cicatrices de cette période houleuse, Soumia a repris confiance. Elle a beau-

coup de projets d'avenir, pour elle et pour ses enfants, fort heureusement nés sains.

Quel avenir ?

Youcef se pose, quant à lui, mille et une questions sur l'avenir de ses deux enfants malades. Qu'advient-il si on apprend leur maladie à l'école ? Vont-ils faire leur vie, se marier, avoir des enfants ? Seront-ils condamnés à vivre seuls ? Difficile de trouver des réponses à toutes ces questions. Le P Mouffok se veut toutefois rassurant. Dans son service, elle refait souvent les carnets de santé des enfants sur lesquels leur séropositivité ou celle de leur maman est mentionnée. Comme tous les malades, ils ont le droit de préserver leur vie privée, dit-elle, rappelant que le sida n'est pas une maladie contagieuse mais transmissible. «Les enfants que nous suivons sont pour beaucoup brillants à l'école. Les traitements médicaux de plus en plus allégés – un à deux comprimés à prendre quotidiennement – permettent de leur assurer une qualité de vie proche de la normale. De plus, une fois que le virus est maîtrisé dans le corps, les sujets deviennent non contaminants», explique cette spécialiste. Au niveau du service, les praticiens interviennent souvent sur des aspects sociaux et psychologiques, jouant les rôles de conseillers, de médiateurs et psychologues. Leurs efforts ont permis, au cours de ces dernières années, d'unir pour le meilleur et pour le pire, 35 couples porteurs de HIV. Ces malades peuvent espérer une vie normale. Faire des projets et avancer dans la vie, précise le P Mouffok.

N. O./APS

Discussions entre la CGEA et le Medef français à Paris

Le renforcement du partenariat économique algéro-français au menu

■ Le renforcement du partenariat bilatéral et l'amélioration du dialogue économique méditerranéen ont été au menu d'une rencontre, avant-hier à Paris, entre la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) et de l'Union méditerranéenne des confédérations d'entreprises (BusinessMed), Saida Neghza, et le président du Mouvement des entreprises de France (Medef), Pierre Gatuzz, a indiqué, hier, la confédération dans un communiqué.

Par Assia D.

Lors de cette rencontre, les discussions ont été axées sur les perspectives de renforcement du partenariat entre les entreprises algériennes et françaises ainsi que l'amélioration du dialogue économique méditerranéen au profit de l'investissement et de la création de richesses et d'emplois, selon la même source. Les deux parties ont également abordé les défis géostratégiques, économiques et sociaux, à relever par les entreprises des deux rives de la Méditerranée tels que la migration, le chômage chez les jeunes, le changement climatique, les transformations induites par la technologie

et la nécessité d'améliorer le climat des affaires dans cette région. Soulignant le rôle «prépondérant» des organisations patronales, en tant que force de proposition, les deux parties sont convenues à entreprendre des actions communes pour développer des politiques favorisant le développement de l'investissement et la création d'entreprises, l'amélioration des qualifications des travailleurs pour les nouveaux métiers, le développement du secteur privé et de la culture d'entrepreneuriat notamment parmi les jeunes et les femmes. En marge de cet entretien, une délégation de chefs d'entreprises de la CGEA a rencontré le président du Medef

afin de s'entretenir sur les perspectives de développement du partenariat économique algéro-français, notamment dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme et du numérique, ainsi que les possibilités d'échanges d'expériences entre les petites et moyennes entreprises (PME) algériennes et françaises. A ce titre, ils ont discuté d'une éventuelle rencontre d'affaires algéro-française qui se tiendrait à Alger, permettant aux opérateurs économiques des deux pays d'œuvrer efficacement à la concrétisation des projets de coopération dans les différents secteurs, a ajouté le communiqué.

A. D.



PHOTO: R.

Première femme à avoir dirigé la puissante banque centrale

La présidente de la Fed, Janet Yellen, va rejoindre la Brookings Institution

La présidente de la Réserve fédérale américaine, Janet Yellen, qui a terminé hier son mandat à la Fed, va rejoindre le prestigieux centre d'études Brookings Institution, selon un communiqué publié avant-hier. Elle va y retrouver une kyrielle d'économistes prestigieux dont

son prédécesseur à la banque centrale Ben Bernanke, a indiqué Brookings. «La présidente Yellen a rendu un grand service au pays. L'économie et le peuple américain étaient entre de bonnes mains lorsqu'elle tenait les rênes de notre banque centrale», a affirmé John Allen, le

président du centre d'études. «M^{me} Yellen va continuer ce service à travers ses activités et sa recherche à Brookings», a-t-il poursuivi. La première femme à avoir dirigé la puissante banque centrale, Janet Yellen, 71 ans, une démocrate nommée par Barack Obama, a conclu son

mandat de quatre ans hier. Elle a auparavant été vice-présidente de la banque centrale de 2010 à 2014 et présidente de l'antenne régionale de San Francisco de 2004 à 2010. Elle a aussi enseigné dans plusieurs universités, notamment à l'Université de Californie à Berkeley. Elle est

remplacée à la tête de la Fed par un républicain modéré Jerome Powell, un avocat d'affaires de 64 ans, choisi par Donald Trump. M. Powell qui prend ses fonctions demain est déjà membre du directoire de la banque centrale depuis cinq ans.

A. S.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 66,83 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi jeudi dernier à 66,83 dollars le baril, contre 66,28 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Avant-hier, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a clôturé à 68,14 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,51 dollar par rapport à la clôture de jeudi dernier. Sur le New York

Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mars cédait 1,03 dollar, à 64,77 dollars. Selon certains analystes, les prix du brut se sont repliés dans le sillage du dollar, qui profitait des bonnes données sur l'emploi, soulignant que la hausse du dollar, monnaie de référence du pétrole, pèse sur le pouvoir d'achat des investisseurs utilisant d'autres devises. D'autres analystes estiment qu'il y a toujours une hésitation du marché, tiraillé entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et le pétrole de schiste américain. Pour rappel, l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, se sont engagés fin 2016 à limiter leur production, un accord qui a été respecté en 2017 et qui a été

renouvelé en fin d'année jusqu'à fin 2018. L'Organisation et ses partenaires ont atteint en décembre un niveau de conformité record de 129%, avec leurs ajustements de production volontaires, le plus élevé depuis le début de la déclaration de coopération, après avoir enregistré d'excellentes performances au cours des derniers mois. «Les niveaux de conformité ont augmenté sur une base mensuelle, passant de 87% en janvier 2017 au niveau actuel exceptionnel. Une fois de plus, la volonté inébranlable des pays participants de rééquilibrer le marché a été amplement démontrée», a indiqué le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep - non-Opep, lors de sa septième réunion, tenue le 21 janvier

à Mascate (Sultanat d'Oman). Ce Comité qui regroupe l'Algérie, le Koweït, le Venezuela, la Russie et Oman s'est déclaré «satisfait des résultats globaux et a exhorté tous les pays participants à poursuivre et, dans la mesure du possible, à intensifier leurs efforts collectifs et individuels, dans l'intérêt de la stabilité du marché pétrolier». Il a aussi affirmé qu'il «s'efforcera de maintenir ou de dépasser la conformité totale de tous les pays participants tout au long de l'année 2018». Dans son dernier rapport mensuel, l'Opep a une nouvelle fois fait état d'un rééquilibrage du marché mais revu à la hausse ses prévisions de l'offre américaine cette année. De son côté, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son dernier rapport mensuel sur le pétrole, a

estimé que le marché mondial du pétrole se resserre «rapidement» en raison de la baisse de la production du Venezuela, prévoyant en 2018 son rééquilibrage au cas où les pays de l'Opep respectent leurs engagements. Par ailleurs, le marché a été également affecté par la production en mer du Nord, engendrant ainsi une baisse de l'offre pétrolière mondiale de 405 000 b/j par rapport au mois de novembre 2017. «La production de brut des Etats-Unis dépassera les 10 millions bpj, supplantant l'Arabie saoudite et faisant jeu égal avec la Russie», a averti l'AIE, faisant état par ailleurs de la hausse des productions du Canada et du Brésil qui augmenteront l'offre hors Opep de 1,7 million bpj en 2018.

R. Z.

Changes

Le euro recule face au dollar

L'euro reculait avant-hier face à un dollar revigoré par la publication d'un rapport sur l'emploi et le chômage aux Etats-Unis en janvier, qui dépassé les attentes. Jeudi dernier en début de soirée, l'euro valait 1,2448 dollar, contre 1,2507 dollar. La monnaie unique européenne

montait face à la devise japonaise, à 137,40 yens pour un euro – grimpant même en début d'après-midi à 137,49 yens, son niveau le plus élevé depuis fin août 2015 – contre 136,81 yens. Le billet vert aussi gagnait du terrain face à la monnaie nipponne, à 110,39 yens pour un dollar

contre 109,39 yens la veille. «Le dollar a retrouvé une lueur de vitalité vendredi (avant-hier), les investisseurs saluant un rapport sur l'emploi aux Etats-Unis en janvier jugé robuste», a commenté un analyste. En effet, les créations d'emplois aux Etats-Unis en janvier ont dépassé les attentes,

avec 200 000 nouveaux emplois nets et, surtout, la hausse des salaires sur un an de 2,9%, son taux de croissance le plus élevé depuis 2009, ont relevé des analystes. Pour autant, «les mouvements du dollar n'étaient pas si marqués» compte tenu des bons chiffres du rapport, «un signe de

l'impopularité du dollar ?», s'est interrogé un autre analyste. Jeudi dernier, la devise américaine n'avait pas réussi à tirer parti des propos encourageants de la Réserve fédérale américaine (Fed) de la veille sur une accélération de l'inflation aux Etats-Unis.

Ayman N.

Mostaganem

Un plan exceptionnel proactif pour faire face aux fortes pluies

■ La direction de wilaya de la Protection civile de Mostaganem a mis sur pied un plan exceptionnel pro-actif pour faire face aux fortes pluies et orages prévus vendredi en raison des conditions météorologiques exceptionnelles, a-t-on appris du chargé de l'information et de la communication de ce corps d'intervention.

Par Rachida D.

Dans une déclaration à l'APS, Mohamedi Mansouri, a indiqué que les unités existantes dans la wilaya de Mostaganem, au nombre de 12, sont en état d'alerte maximale pour faire face à d'éventuels appels de secours des citoyens pour leur prodiguer les aides nécessaires sur le plan sanitaire ou encore pour vidanger les eaux qui risquent d'envahir leurs domiciles, en cas de stagnation des eaux. La Protection civile a mobilisé pour ce faire deux équipes motocyclistes d'intervention rapide en zones difficiles d'accès, a-t-il ajouté, signalant l'existence de deux unités marines au port commercial à Salamandre ainsi qu'une équipe de plongeurs en vigilance permanente pour intervenir en mer. Selon la même source, les unités de Protection civile ont appelé les citoyens qui habitent à proximité des oueds notamment Oued Cheliff ainsi que les agriculteurs des zones de Hachacha et hachachta Amour, relevant des localités de Sour et de Douabir, situées dans la commune de Sidi Belaatar, à s'éloigner des lits d'oueds, évitant ainsi les crues provoquées par les fortes pluies. La direction des res-



sources en eau de la wilaya de Mostaganem avait appelé également les habitants de ces zones à ne pas s'approcher de Oued de Cheliff pour avoir atteint un taux de remplissage de 100% (50 millions de mètres cubes)

avant le début de la libération des eaux qui a atteint cette semaine 800 000 mètres cubes, a indiqué son directeur, Moussa Labgaa. Pour rappel, la quantité de pluies enregistrée à fin de la semaine dernière au niveau de la

wilaya de Mostaganem a atteint 27,7 mm, une quantité considérable qui a amené le niveau de remplissage des barrages de la wilaya de Mostaganem à 97%, soit 142 millions de mètres cubes. R. D.

Bordj Bou Arreridj

Convention entre l'Agence locale de l'emploi et le centre de facilitation des PME

Une convention a été paraphée entre l'Agence de l'emploi de la wilaya de Bordj Bou Arreridj et le centre de facilitation des petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre du renforcement de partenariat entre les deux instances de soutien à l'emploi des jeunes. Signée jeudi dernier au siège de cette agence locale de l'emploi, cette convention, première du genre à l'échelle nationale, permettra d'orienter les jeunes porteurs de projets au centre de facilitation des PME en vue de réduire les risques d'un

éventuel échec de concrétisation d'un projet, a indiqué le directeur de l'Agence de wilaya de l'emploi, Salah Sakri. De son côté, le directeur du centre de facilitation des PME, Aziz Slini, a affirmé que le but de cette convention est la coordination entre les deux instances avec l'objectif de mettre en exergue les services proposés par l'Agence de wilaya de l'emploi, les informations nécessaires aux jeunes sur la manière et les étapes de création d'une entreprise notamment. Le nombre de jeunes inscrits à l'Agence de l'em-

ploi de cette wilaya a été estimé à plus de 19 000 demandeurs d'emploi, dont 3 219 diplômés des centres de la formation professionnelle, 5 783 promus de l'université et plus de 10 chômeurs non-qualifiés, a-t-on signalé, ajoutant que plus de 14 000 insertions professionnelles ont été enregistrées. Il est à noter que les secteurs qui proposent le plus d'offres d'emploi sont ceux de l'industrie, du bâtiment et celui des services, selon les statistiques fournies par l'agence locale d'emploi. Imène N.

Oued Athmenia /Mila

Lancement des travaux de réalisation d'un nouveau marché de gros de fruits et légumes

Le projet de réalisation d'un nouveau marché de gros de fruits et légumes à Oued Athmenia (Mila) a été lancé jeudi dernier, en présence du wali Zineddine Ahmed Ahmouda et le directeur général de la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros (Magros), Abdelaziz Khattabi.

Ce marché moderne sera construit à la sortie de Oued Athmenia en direction de Oued Seguen, sur une superficie totale

de 13,3 hectares, par une entreprise locale, selon les explications fournies sur le site. Le coût de cette nouvelle structure, qui sera pourvue en équipements modernes, à l'instar de sept autres marchés similaires à travers le pays, pour faciliter et assurer une fluidité du commerce des légumes et des fruits, est estimé à 2,5 milliards de DA, ont indiqué les services de la wilaya. L'emplacement de ce marché moderne à proximité de l'auto-

route Est-Ouest, la RN 5 et la voie de chemin de fer, contribuera à faciliter la circulation et le transit de 500 000 tonnes de fruits et légumes par an, ainsi que la création de 1 600 emplois. Le wali de Mila a mis l'accent, à l'occasion, sur la nécessité de respecter les normes de réalisation de cette installation commerciale importante, dont la réception est prévue pour le mois d'août 2020. De son côté, le directeur général de la société

de réalisation et de gestion des marchés de gros, a mis en exergue le caractère pilote des marchés programmés à l'échelle nationale, lesquels seront dotés d'équipements modernes favorisant une meilleure organisation du commerce au gros des fruits et légumes ainsi que la valorisation de la production des agriculteurs et de leurs efforts.

Azzeddine S.

Saïda

Aménagement de 1 553 terrains d'autoconstruction au premier trimestre 2018

DES TRAVAUX d'aménagement de 1 553 terrains sociaux destinés à l'auto-construction seront lancés au premier trimestre de l'année en cours dans la wilaya de Saïda, avant de les attribuer à leurs bénéficiaires, a-t-on appris jeudi du chef de daïra de Saïda. Le site des terrains d'assiette sera aménagé à hai «Dahr Echeikh» en le raccordant aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité et de gaz pour un investissement d'un milliard DA. La superficie du terrain destiné à l'auto-construction est estimée à 150 mètres carrés. Ces terrains s'inscrivent dans le cadre du programme de création de lotissements relevant des Domaines au profit des citoyens dont les salaires ne dépassent pas 24 000 DA et qui n'ont bénéficié d'aucun programme d'habitat, a-t-on souligné. Les services de la daïra lanceront une première opération d'assainissement des listes des demandeurs de ces terrains sociaux estimés à 26 000, a-t-on indiqué. Une seconde opération d'examen des dossiers acceptés sera suivie par une commission de daïra qui attribuera les terrains par ordre de priorité, a-t-on ajouté. Wahida K.

Batna

Découverte de restes de chouhada dans un puits à Oued Chaâba

DES RESTES d'au moins six chouhada ont été découverts dans un puits dans la région d'Aïn Drim dans la commune d'Oued Chaâba au sud-ouest de la wilaya de Batna, a affirmé jeudi dernier le directeur des moudjahidine Djemai Boumaâraf. Des travaux de creusement ont été entamés le 22 janvier passé à la suite de témoignages de vivants faisant état de la présence de restes de chouhada à l'endroit d'un vieux puits de 27 mètres de profondeur, a indiqué le même responsable qui a ajouté que le nombre réel des squelettes de martyrs sera déterminé par un médecin légiste à la fin de l'opération. Menés par des éléments de la Protection civile en coordination avec d'autres parties, les travaux de creusement qui se poursuivent ont permis d'exhumer, à 10 mètres de profondeur, des crânes et des ossements humains, a précisé M. Boumaâraf qui a fait état de la découverte d'une grenade tirée et non explosée de la période d'occupation coloniale, en plus de vêtements et chaussures remis aux services concernés. Des témoignages de moudjahidine et de citoyens indiquent que le site a été de 1959 à 1961 un sinistre lieu d'exécution systématique de moudjahidine et de civils par l'armée française qui jetait les victimes torturées et tuées dans le puits d'une ferme appartenant alors à un colon. Les restes seront au terme de l'opération ré-inhumés au cimetière des martyrs de la commune, a indiqué de même source. Belgacem B.



Tunisie

Journée de colère de la presse tunisienne

■ *Manifestation de journalistes tunisiens et de la presse internationale devant les locaux du Syndicat national des journalistes tunisiens, à Tunis. En 2012, les menaces se faisaient sous couvert de la religion.*

Par Amel N.

Aujourd'hui, en 2018, c'est sous couvert de la sécurité. Brassard rouge au bras, Néji Bghouri, président du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) sonne l'alarme d'un «retour de l'état policier : les écoutes, les attaques contre les journalistes». Vendredi 2 février a été décrété «jour de colère pour la presse tunisienne». Une centaine de journalistes et correspondants de médias étrangers s'est rassemblée devant le syndicat. A l'origine de cette vague de mécontentement, la déclaration, le 29 janvier, du ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahém, devant une commission parlementaire, où il a affirmé que durant les émeutes de janvier 2018, des communications entre des journalistes et des manifestants ont été interceptées. Cette mise en cause a provoqué un tollé auprès des journalistes. Puis, la situation a encore empiré avec les attaques venant de certains syndicats de police, notamment la branche régionale de Sfax du Syndicat national des forces de sécurité intérieure. Leur porte-parole a même appelé au viol des journalistes. Une plainte a été déposée par le SNJT, a affirmé Mohamed Yassine Jelassi, membre du bureau exécutif du syndicat. L'Ordre des avocats s'est étonné jeudi de l'absence d'autosaisine du parquet contre les syndicats de police. «Les procureurs, le parquet, les médecins légistes, ont tous peur des syndicats de police, ils sont dans l'impunité», a relevé Halim Meddeb, avocat engagé qui a assisté des victimes de torture et de violence policière dans les procédures judiciaires. Une information judiciaire a finalement été ouverte, vendredi, à la demande du ministère public.

Les correspondants de RFI et Libération interpellés

Interdits sous le régime du président déchu Ben Ali, les syndicats de police ont été créés le 25 mai 2011. Leur rôle ne se limite pas aux revendications salariales, mais ils s'expriment sur des questions de politique et de société en général. «Ils ont pris une place qui va au-delà de leur rôle, ils sont devenus presque des patrons de la police nationale», a estimé Rafik Chelly, ancien secrétaire d'Etat chargé des affaires de sécurité. Un projet de loi donnant plus de pouvoir aux policiers est par ailleurs en discussion au Parlement. Il a été jugé liberticide par des organisations de défense des droits de l'homme tunisiennes et internationales. Les pressions policières



ont non seulement touché les journalistes travaillant pour les médias tunisiens, mais aussi ceux des médias étrangers. Ala Zaatour, correspondant d'Al-Araby, une chaîne d'informations arabophone basée à Londres, raconte qu'il a reçu des appels du poste de police d'une localité au sud de la Tunisie alors qu'il y était pour un reportage. Ils lui auraient demandé des renseignements sur le contenu de son travail et sur ses contacts. Le correspondant de Radio France Internationale à Tunis, Michel Picard, a été emmené au poste le 14 janvier en marge d'une cérémonie officielle. Le correspondant de Libération a quant à

lui été interpellé chez lui et maintenu au poste de police de son quartier pendant plusieurs heures, sans qu'aucun motif ne lui soit signifié.

Accumulation des critiques

Depuis son élection en 2014, le président Béji Caïd Essebsi a accumulé les critiques contre les médias étrangers qui nuiraient, selon lui, à l'image de la Tunisie. Sa dernière sortie portait sur la couverture des mouvements sociaux de janvier : il a estimé qu'il y avait de l'exagération et de l'amplification de la part des médias étrangers. Néji Bghouri,

qui n'exclut pas la grève générale dans le secteur des médias, devrait être reçu par le président de la République en début de semaine prochaine. La manifestation de vendredi intervient au lendemain d'une visite d'Emmanuel Macron en Tunisie. Lors d'une conférence de presse commune, les chefs d'Etat tunisien et français ont minimisé les critiques formulées par Human Rights Watch (HRW) contre les abus policiers, notamment les arrestations arbitraires et multiples violations contre les détenus arrêtés lors des mouvements sociaux qui ont secoué la Tunisie en janvier. Dix ONG, pour la plupart tunisiennes, ont criti-

qué le président français, jugeant qu'il n'avait pas entendu la société civile sur un climat «de plus en plus tendu» en matière de droits humains lors de sa visite d'Etat à Tunis. Ils mentionnent également «la menace pesant sur la liberté d'expression et de la presse ainsi que la diabolisation des mouvements de revendications sociales, économiques et environnementales». Amna Guellali, représentante de HRW à Tunis venue soutenir les journalistes vendredi, y voit un renforcement de l'impunité des policiers.

A. N./Agences

Résolution du conflit du Sahara occidental

L'Espagne appelée à prendre des mesures «fortes»

Le vice-président du gouvernement de la Castille-La Manche (centre de l'Espagne), Garcia Molina, a réaffirmé la disposition de son gouvernement à contribuer à aider le peuple sahraoui, et demandé à l'Espagne de prendre des mesures «fortes» en vue de la résolution du conflit du Sahara occidental, et ce, à l'issue de sa rencontre avec la délégation du Front Polisario de cette région. Au cours de sa rencontre avec le délégué du Front Polisario de la Castille la Manche, Bulahi Mohamed, le deuxième vice-président du gouvernement de cette région (centre de l'Espagne) s'est dit prêt à «renforcer l'aide institutionnelle et humanitaire au peuple sahraoui», en ajoutant que l'Union européenne (UE) devrait s'impliquer beaucoup plus dans la résolution de ce conflit. En s'adressant aux médias après la tenue de la réunion, Garcia Molina a rappelé que l'Espagne a «une dette historique, politique et morale vis-à-vis du peuple sahraoui» et que «des mesures fortes doivent être prises pour résoudre un conflit qui a duré longtemps et que seul le peuple sahraoui qui paye les conséquences». «Cette situation d'urgence nous oblige à doubler d'efforts pour soutenir une cause politique et humanitaire et de manière concrète», a-t-il souligné. «Nous devons consacrer davantage

d'aides financières», a-t-il dit, avant de reconnaître que «la crise financière qu'a traversé le pays a eu un impact direct sur les aides destinées au peuple sahraoui», et ajoutant : «Actuellement, nous devons explorer de nouvelles voies et voir dans quelle mesure nous pouvons augmenter les aides pour réduire un tant soit peu de la souffrance que vit le peuple sahraoui». Pour sa part, le délégué du Front Polisario dans la région, Bulahi Mohamed, a appelé à un «engagement accru au niveau politique pour comprendre les justes revendications du peuple sahraoui», à savoir la tenue d'un référendum d'autodétermination. «Notre territoire est envahi par la force militaire du Maroc qui exploite nos ressources naturelles alors que les vrais propriétaires de ces richesses sont exilés et dépendent essentiellement de l'aide internationale», a-t-il déploré. Exprimant sa gratitude à Garcia Molina et au reste du gouvernement de Castille-La Manche, le représentant du Polisario dans cette région espagnole a rappelé que le peuple sahraoui veut décider de son avenir par le biais d'un référendum. Le mouvement espagnol solidaire avec la cause sahraouie multiplie actuellement ses appels d'aide et d'actions de soutien politique au peuple sahraoui afin que ce dernier puisse décider libre-

ment de son avenir. Dans ce cadre, le Conseil municipal de Bilbao vient de réaffirmer sa solidarité avec la cause sahraouie et sa détermination à soutenir toutes les voies de la coopération et d'assistance au Sahara occidental. Le conseiller pour la coopération et l'égalité, Itziar Urtsasun, a rappelé dans ce sens que «le gouvernement basque a toujours soutenu la cause sahraouie, reconnu la RASD et le Front Polisario et le droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination». De son côté, le maire de la ville d'Albacete, Manuel Serrano, vient également de réitérer l'«engagement et le soutien constant à la population sahraouie», soulignant «l'étroite et cordiale relation que le conseil municipal d'Albacete entretient avec le peuple sahraoui depuis des années». Des journalistes et militants espagnols des Iles Baléares ont récemment dénoncé l'embargo médiatique imposé par l'occupant marocain sur le Sahara occidental. Ils ont, dans ce sens, appelé la communauté internationale à «obliger l'occupant à permettre aux observateurs internationaux, aux juristes et journalistes l'accès aux territoires sahraouis occupés pour voir de plus près la situation de la population soumise à diverses violations des droits de l'homme».

Sara H./APS



Yémen

Le coup de force séparatiste creuse les fractures

■ Le coup de force des séparatistes sudistes qui se sont emparés cette semaine d'Aden, la deuxième ville du Yémen où siège le gouvernement, a mis à nu la versatilité des alliances et les profondes divisions minant ce pays en guerre.

Par Rosa C.

Depuis 2014, le pays le plus pauvre de la Péninsule arabique est déchiré par une guerre entre les forces loyales au président Abd Rabbo Mansour Hadi et des rebelles originaires du nord du pays, les Houthis. Ces derniers, qui se plaignaient d'être marginalisés, se sont emparés en septembre 2014 de la capitale Sanaa et en ont chassé le gouvernement, progressant jusque dans le sud du pays. Soutenues par l'intervention d'une coalition militaire arabe conduite par l'Arabie saoudite, les troupes gouvernementales ont réussi à reconquérir une partie du sud du pays, y établissant le siège du gouvernement à Aden, la grande ville portuaire. Jusqu'à récemment, la ligne de fracture semblait donc se dessiner entre le nord et ses rebelles Houthis, et le sud où les forces loyales au président Hadi avaient repris pied en s'alliant avec des troupes du mouvement sudiste, avec l'appui présenté comme inconditionnel de la coalition militaire arabe, en particulier de Ryad et des Emirats arabes unis. Mais les combats qui ont éclaté hier entre

les séparatistes du sud et les forces gouvernementales anciennement alliés, faisant 38 morts et 222 blessés en quelques jours, ont mis au jour d'autres divisions dans ce pays. La fracture dans le camp Hadi intervient moins de deux mois après l'éclatement de l'alliance entre les Houthis et les partisans de l'ancien président yéménite Ali Abdallah Saleh. Pour les analystes, elle était prévisible. Le Yémen du Sud a été indépendant jusqu'à son unification avec le Yémen du Nord en 1990. Mais le Sud – où sont basés diverses organisations séparatistes, des groupes jihadistes et des tribus rivales – s'est plaint constamment d'être marginalisé et négligé par le pouvoir central, y compris sous la présidence de M. Hadi. «Le pays semble de plus en plus fragmenté le long des lignes Nord-Sud, en plus des lignes Houthis-Hadi», relève Simon Henderson, directeur de recherche au centre de réflexion Gulf Institute à Washington. La relation entre le mouvement séparatiste et le gouvernement yéménite avait commencé à se tendre après le limogeage l'an dernier du gouverneur d'Aden, Aidarous al-Zoubaidi, qui a formé



un «Conseil de transition du sud» (STC), une autorité parallèle dominée par les séparatistes. Le STC avait fixé un ultimatum à M. Hadi exigeant le départ du Premier ministre Ahmed ben Dagher et «des changements au gouvernement», accusé de «corruption». Cet ultimatum avait expiré hier quand ont débutés les

affrontements. Le STC vise «l'indépendance», selon un document rédigé en janvier et obtenu jeudi par l'AFP. Mais l'ex-gouverneur d'Aden et leader du STC a affirmé cette semaine qu'il attendait «une réponse positive» de la communauté internationale avant d'aller plus loin. Deux responsables du STC assurent avoir

envoyé une délégation à Washington pour étudier la possibilité d'ouvrir un bureau dans la capitale américaine, avec l'espoir d'être reconnus internationalement, notamment en Occident. Le Département d'Etat n'a pas confirmé. La fin de l'alliance entre les séparatistes du Sud et les forces gouvernementales pourrait être révélatrice d'un soutien moins inconditionnel qu'affiché de la coalition militaire arabe au président Hadi, qui vit en exil à Ryad depuis 2015. «La réalité semble être que les Emirats arabes unis en sont arrivés à être exaspérés par Hadi et qu'ils orchestrent leur propre plan pour le Yémen du Sud», analyse M. Henderson. Les Emirats ont entraîné une force militaire yéménite appelée «Cordon de sécurité», perçue comme favorable au puissant mouvement séparatiste du sud du Yémen. «Il est peut-être trop fort de dire que c'est la fin du gouvernement Hadi, mais je pense qu'il est juste de dire que c'est la fin d'un Yémen unifié», estime Farea al-Muslimi, chercheuse au centre de réflexion Chatham House à Londres. R. C.

Allemagne

«Désaccords sérieux» en vue d'un gouvernement

Angela Merkel a fait état vendredi de désaccords «sérieux» avec les sociaux-démocrates dans les négociations pour tenter de former un gouvernement en Allemagne, qui sont entrées dans leur dernière ligne droite. «Il y a encore toute une série de points de divergences sérieux», a déclaré la chancelière conservatrice à l'entame des derniers jours de tractations censées sortir la première économie européenne d'une impasse politique. Elles doivent s'achever hier soir ou, au plus tard, en début de semaine prochaine. «Nous avons encore beaucoup de travail devant nous», a-t-elle dit à la presse. «J'espère que nous allons réussir mais les problèmes ne sont pas encore résolus». L'Allemagne se trouve plongée dans un imbroglio politique inédit depuis les élections législatives du 24 septembre qui n'ont dégagé aucune majorité claire pour gouverner le pays. Après avoir échoué en novembre à former une coalition hétéroclite avec les Libéraux et les Verts, la chancelière tente depuis début janvier de former un gouvernement avec les sociaux-démocrates du SPD, avec qui elle a déjà gouverné à deux reprises. Le président du SPD, Martin Schulz, a lui aussi jugé qu'il y avait «encore beaucoup de choses à négocier pour parvenir à un accord». Les discussions butent encore sur deux points principaux : le marché du travail et la santé. Très divisés

sur l'opportunité même de servir de nouveau d'appoint aux conservateurs pour former une coalition majoritaire au Parlement, les sociaux-démocrates exigent pour prix d'une alliance moins de flexibilité sur le marché du travail et une réduction des inégalités entre milieux modestes et aisés dans la santé. Concrètement, ils demandent que le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) soit restreint et un rapprochement des régimes d'assurance maladie public et privé, dont la distinction alimentaire à leurs yeux «une médecine à deux vitesses». Les conservateurs refusent jusqu'ici de céder sur les deux points. Un autre point de friction, qu'on pensait pourtant évacué, a brièvement réapparu vendredi autour du nombre de demandeurs d'asile autorisés à venir chaque année en Allemagne, sujet très sensible dans l'opinion depuis que plus d'un million d'entre eux sont entrés dans le pays depuis 2015. Les deux camps s'étaient mis d'accord début janvier pour limiter leur nombre à entre 180 000 et 220 000 par an, une revendication des chrétiens-démocrates d'Angela Merkel. Selon l'agence de presse allemande DPA, le SPD aurait souhaité réécrire le passage relatif à ces chiffres au profit d'une formulation laissant entendre qu'ils étaient indicatifs, alors que les conservateurs les voulaient contraignants. La dissension a toutefois été levée en

début de soirée, la première formulation restant inchangée, selon DPA. La direction sociale-démocrate est sous intense pression de sa base pour obtenir des concessions visibles. Les délégués du parti n'ont accepté que de justesse le 21 janvier l'ouverture de négociations avec Angela Merkel sur un contrat de coalition. Et les 450 000 militants de base auront le dernier mot : en cas d'accord, ils devront le valider ou le rejeter lors d'une consultation interne, dans un contexte où les opposants à une coalition ont le vent en poupe. Les jeunes sociaux-démocrates, en particulier, sont vent debout contre une alliance avec Mme Merkel. Vendredi, leur chef, Kevin Kühnert, a réitéré leur «préférence à un gouvernement minoritaire», option rejetée par la chancelière. «Quelqu'un d'autre (que M^{me} Merkel) pourrait aussi bien diriger un tel gouvernement», a-t-il dit sur la chaîne RTL. Le SPD, sorti exsangue des législatives avec son pire score de l'après-guerre (20,5%), est depuis le début de l'année en chute continue dans les sondages : une dernière enquête lui donne à peine 18%, à quatre petits points du parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui a fait une entrée en force à la chambre des députés lors des législatives. Malgré les difficultés, l'allié conservateur bavarois d'Angela Merkel, Horst Seehofer, s'est montré optimiste vendredi.



Points chauds

Mésentente

Par Fouzia Mahmoudi

L'on se souvient qu'à la fin de l'année 2016 Donald Trump, quelques semaines avant son investiture à la présidence des Etats-Unis et un peu plus d'un mois après sa victoire inattendue face à Hillary Clinton, commençait à attaquer la Chine sur Twitter. Une attaque très peu diplomatique et qui rompait avec les relations précautionneuses qu'on pris l'habitude d'avoir ses prédécesseurs avec la République communiste. Et si plusieurs responsables politiques américains avaient critiqué Trump pour son attitude face à Pékin, cela ne l'avait pas empêché de continuer à attaquer de temps à autre cet allié de la Maison-Blanche. Mais aujourd'hui la Chine a exhorté les Etats-Unis à abandonner leur «mentalité de Guerre froide», après que le président américain Donald Trump a qualifié le géant asiatique de «rival» menaçant les intérêts de Washington. «Nous faisons face à des régimes voyous, des groupes terroristes, et des rivaux comme la Chine et la Russie qui menacent nos intérêts, notre économie et nos valeurs», a déclaré la semaine dernière Trump devant le Congrès américain. Face à eux, «la faiblesse est la voie la plus sûre vers le conflit», a-t-il précisé dans son premier discours «sur l'état de l'Union». Cette allocution annuelle des présidents américains est suivie en direct par des dizaines de millions de téléspectateurs. «Nous espérons que les Etats-Unis abandonnent leur mentalité de Guerre froide, qui est un concept dépassé», a réagi Hua Chunying, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. «La Chine espère travailler avec la partie américaine afin de réduire les différences de positions, dans le respect mutuel, en se focalisant sur la coopération et la maîtrise des différends», a-t-elle souligné lors d'une conférence de presse. Interrogé sur le discours de Donald Trump, le Premier ministre chinois Li Keqiang a lui estimé aujourd'hui que les intérêts communs des deux pays «dépassaient de loin nos différences et nos désaccords». Une relation bilatérale stable avec Washington «est également dans l'intérêt du monde entier», a-t-il estimé après un entretien avec son homologue britannique Theresa May, actuellement en visite officielle en Chine. Mais au-delà d'une alliance en péril, ce sont surtout les intérêts financiers de la Chine aux Etats-Unis qui risquent d'être déstabilisés et avec l'économie de Washington qui pourrait être touchée par une éventuelle plus profonde et durable mésentente avec Pékin.

F. M.



«Hope in darkness»

Hacen Drici expose ses œuvres à Alger

■ Une exposition de l'artiste peintre Hacen Drici, explorant les conflits qui déchirent les villes du monde à mi-chemin entre l'architecture et les arts plastiques, intitulée «Hope in darkness» (Espoir dans l'obscurité), a été inaugurée vendredi à Alger.

Par Abbla Selles

Lors du vernissage de cette exposition, organisée à la galerie d'art «Seen Art Gallery», Hacen Drici a dévoilé une série d'une trentaine d'œuvres explorant les sources des conflits, entre construction et déconstruction, et la fragilité de ce que l'homme a entrepris, construit et mis en péril. Dans les grands formats «The source of the evil» (La source du mal) et «Stop hating-start loving» (Arrêtez de haïr, commencez à aimer), l'artiste peintre met en scène les richesses naturelles, particulièrement le pétrole, comme source de tous les conflits dans le monde, présenté, comme dans ses autres tableaux, dans un emballage «religieux ou de défense des droits de l'homme et de la démocratie». On retrouve également les symboles de trois religions monothéistes (islam, christianisme et judaïsme), incrustés sur des structures urbaines devant symboliser la paix et qui en réalité cachent d'autres sources de conflits. L'artiste propose également des œuvres intitulées «Invasion», «Insurrection», «Bombing»

(Bombardement) ou «Soldier» (Soldat), construites sur la base de maquettes architecturales évoquant les contours de différents édifices modernes et parfois futuristes, différemment perçus par les visiteurs, auxquelles viennent se greffer des avions de chasse et des soldats en plus de codes militaires réalisés au pochoir. Après le chaos l'homme «retrouve toujours une lueur de lumière et d'espoir», estime l'artiste, qui présente également une série plus lumineuse de 15 petits formats en fragments, renvoyant aux débris et séquelles de la guerre et une reconstruction lumineuse qui évolue dans «Untitled white», des structures meurtries sous la lumière, pour aboutir à «The light» (La lumière), une ville en reconstruction où les cicatrices sont encore visibles malgré la relance et le renouveau. En dehors de cette thématique, Hacen Drici a également proposé des toiles dans le style de l'archi-peinture qui lui est connu, «Blue mosque» inspiré de l'architecture et des ornements de la mosquée bleue d'Istanbul et «Alone in the dark» (Seul dans le noir), restituant l'ambiance nocturne de la ville de Prague en République



PH. > D. R.

Tchèque. Diplômé de l'École supérieure des beaux-arts d'Alger et passionné d'architecture, Hacen Drici a déjà exposé en Russie, en Italie et en République Tchèque, en plus de plusieurs expositions collectives et individuelles à Alger depuis

une dizaine d'années. Toujours avec le même concept alliant architecture et peinture, Hacen Drici avait également présenté en 2013 une collection inspirée de l'habitat traditionnel algérien avant sa première grande exposition «Lignes, transparence», en

2016 à Alger. L'exposition «Hope in darkness» se poursuit à la galerie d'art «Seen Art Gallery» jusqu'au 25 février.

A. S.

Collection sur la richesse des littératures maghrébines

Des écrivains algériens d'expression francophone présentés aux lecteurs

Une nouvelle collection sur la diversité et la richesse des littératures maghrébines a consacré son premier volume aux écrivains algériens d'expression francophone, toutes générations confondues, qui présentent dans leurs œuvres des aspects de l'originalité de leur écriture en langue française. Paru chez L'Harmattan, le premier volume de 340 pages, dont les auteurs sont les universitaires Najib Redouane (California State University, Long Beach, Etats-Unis) et Yvette Bénayoun-Szmidt (Université York, Glendon Toronto, Canada), tente de faire ressortir les éléments caractéristiques de la littérature algérienne et sa spécificité dans le champ littéraire francophone en analysant l'expression de la réalité sociopolitique du pays. L'ouvrage (collection), qui est le résultat, selon ses auteurs, d'une collaboration internationale avec des collègues dans différents pays du Maghreb, réunit des études inédites de chercheurs qui œuvrent, entre

autres, en Algérie, en Autriche, en France, en Espagne et aux Etats-Unis. Pour les deux auteurs, si au Maroc et en Tunisie la production littéraire continue à être liée à des phénomènes d'identification collective par le biais de représentations de modèles qui se régénèrent et se renouvellent dans l'étroite collaboration entre modernité et tradition, en Algérie, la brutalité du réel, depuis les bouleversements de l'ouverture démocratique en 1989, a investi le champ littéraire algérien. Dans leur analyse, ils mettent en avant le fait que cette période «a instauré une double rupture : rupture tragique dans l'évolution de la situation sociale et politique de ce pays, mais aussi une rupture féconde des formes d'écriture, d'analyse et d'expression», relevant que les années folles du terrorisme ont «largement affecté le domaine littéraire dans ce pays». Ainsi, «ils donnent lieu à des écrits qui témoignent d'une tragédie incommensurable, à une littérature expressive, de témoignage,

de violence et de douleur qui focalise visiblement sur le retour du référent». Dans la deuxième partie de l'ouvrage, très riche en références bibliographiques, seize écrivains algériens sont revisités, à travers leurs romans, par des universitaires algériens, autrichiens, espagnols et américains, dont le lecteur averti appréciera sans doute les études. De Kateb Yacine à Zahia Rahmani, en passant par Mohamed Dib, Assia Djebar, Rachid Boudjedra et Rachid Minouni, chacun de ces écrivains a apporté un édifice dans l'analyse sociopolitique de l'époque dans laquelle il a vécu. Najib Redouane et Yvette Bénayoun-Szmidt notent que ces écrivains vivent et disent leur langue maternelle et écrivent en français, parce que «c'est une langue qui les accompagne dans l'écriture de leur monde intérieur depuis longtemps», soulignant que l'usage du français constitue une valorisation de leur patrimoine culturel.

F. H.

Afin d'implanter la culture populaire de façon plus officielle

La première Comic Convention Algérienne en 2018

Pour la première fois en Algérie, une Comic Convention viendra s'imbriquer dans nos calendriers, l'occasion d'implanter la culture populaire de façon plus officielle dans le pays et de réunir par la même occasion les amateurs de jeu vidéo, de films, de mangas, de

cosplays et de comic books. Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazaïr est prévue pour courant 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture. Les Comic Conventions sont

très répandues dans le monde et sont des occasions en or pour les fans de vivre leur passion et pour les distributeurs, les maisons d'édition et les studios de cinéma de promouvoir leurs produits ; la plus connue étant bien évidemment la Comic Con de San Diego qui se tient chaque

juillet et qui représente un florilège annuel de nouvelles en tout genre. On ne s'attendra bien évidemment pas à croiser Stan Lee ou autres acteurs hollywoodiens lors de la Comic Con Djazaïr, mais l'on espère néanmoins y voir quelques invités surprises.

D. R.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)
Jusqu'au 6 février :

Une exposition photographique nommée «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lallef. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes.

Galerie Sirius (139, Boulevard Krim-Belkacem, Témely, Alger)
Jusqu'au 8 février :

Exposition de peinture et de photographies par l'artiste peintre Valentina Ghanem Pavlovskaya et la photographe Chafia Loudjici.

Institut Cervantès d'Alger
Lundi 5 février 2018 à 18h :
Inauguration de l'exposition «Artisans de La Casbah».

Jusqu'au 28 février, découvrez «Artisans de la casbah» à l'Institut Cervantès d'Alger, sis 9 Khelifa Boukhalfa Alger, à 18h, une exposition vente qui réunira une dizaine d'artistes et artisans dans les différents métiers qui ont fait la réputation du lieu mythique, cœur battant de la capitale algéroise.



Coup-franc direct

La réponse est cinglante

Par Mahfoud M.

A tous ceux qui prévoient une sanction de l'instance africaine à l'encontre de la FAF et de son président, Kheireddine Zetchi, la réponse de la CAF a été cinglante. En effet, en plus de sa présence au congrès de la Confédération africaine, en compagnie de son vice-président, Ould Zemerli, et du manager général de l'EN, Hakim Meddane, celle-ci a désigné Ould Zemerli dans la commission des recours de la CAF, sur recommandation du président Ahmed Ahmed. La sanction de Zetchi n'était en fin de compte que dans l'esprit étroit de quelques malintentionnés qui ne semblent pas vouloir se défaire de certaines pratiques en créant la zizanie et en cherchant des poux dans la tête des gens. Il était du droit du président de la FAF de montrer son mécontentement quant au rejet de la candidature d'Ould Zemerli des élections du comité exécutif de la CAF et de faire ensuite recours de cette décision. On ne sanctionne pas un président d'une association nationale de football juste parce qu'il a montré sa désapprobation quant à une décision, d'autant plus que sa réponse a été faite dans un cadre réglementé. Le fait aussi d'avoir démissionné du comité d'organisation du CHAN ne donnait pas le droit à la CAF de sanctionner la FAF et Zetchi, d'autant plus qu'il est légitime de réclamer ses droits. **M. M.**

CFA

Les arbitres Halalchi et Sekhraoui sanctionnés

LE PRÉSIDENT de la commission fédérale d'arbitrage (CFA), Mohamed Ghouti, a annoncé ce vendredi la suspension jusqu'à la fin de la saison des deux arbitres directeurs Abderrazak Halalchi et Amine Sekhraoui. «Halalchi et Sekhraoui sont suspendus jusqu'à la fin de la saison. Il seront auditionnés lundi prochain par la commission de discipline», a affirmé le premier responsable de la CFA sur les ondes de la Radio nationale. Les deux arbitres en question se sont rendus coupables de «fautes graves». Halalchi, qui a officié le match US Biskra - ES

Sétif (1-0) dans le cadre de la 18^e journée de Ligue 1, a sifflé un penalty «imaginaire» pour la formation des Zibans, alors que les décisions arbitrales de Sekhraoui lors du match JSM Skikda - GC Mascara (2-1) en Ligue 2, interrompu pour des actes de vandalisme et envahissement de terrain, ont été contestées. Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, tiendra lundi une réunion avec les arbitres de l'élite pour les sensibiliser, alors que les championnats de Ligues 1 et 2 vont aborder leur dernière ligne droite.

Athlétisme / Mondial en salle-2018

Salim Keddar a réalisé les minima

L'ALGÉRIEN Salim Keddar a réalisé les minima de participation au Mondial d'athlétisme en salle dans l'épreuve du 1500m, à l'occasion du meeting en salle des Sacres, à Reims (France), qui a vu, mercredi, la participation de plusieurs autres coureurs algériens, a-t-on appris, auprès de la cellule de communication de la fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Salim Keddar a terminé le 1500m du meeting, en 2^e position avec un chrono de 3:42.22, réalisant du coup les minima pour les championnats du monde d'athlétisme en salle, prévus à la Barclaycard Arena

de Birmingham, au Royaume-Uni. Keddar a été devancé par le Marocain Rabii Doukkana (3: 41.99), alors que l'autre algérien, Abdelhamid Zerifi, s'est contenté de la 11^e place (3: 54.90). Au 400 haies, Miloud Rahmani a remporté l'épreuve en 47.86, alors que son compatriote Miloud Laredj a pris la seconde place au 400 m avec un chrono de 47.70. «Les deux athlètes effectuaient leur début de saison et restent parfaitement capables d'améliorer leurs performances en salle dans les prochains jours», a indiqué la même source.

Escrime/ Coupe du monde de fleuret féminin (étape d'Alger)

Les huit algériennes engagées sorties

LES HUIT escrimeuses algériennes engagées dans l'étape d'Alger de la Coupe du monde de fleuret féminin (seniors), qui a débuté vendredi à la salle Harcha-Hacene (Alger), ont été éliminées dès la phase de groupes qui s'est déroulée avec la participation de 122 fleuretistes. Les Algériennes El-Haouari Narimene, Ghazi Lila, Guemmar Chaima Nihal, Khelfaoui Anissa, Khelfaoui Louiza, Mebarki Meriem, Tantast Yasmine et Zeboudj Sonia, n'ont pas réussi à franchir le premier tour qui a regroupé 122 fleuretistes, réparties en 14 groupes de 7 athlètes et 4 de six groupes, avec des

matchs joués en système de 5 touches en 3 minutes et un rajout d'une minute en cas d'égalité.

Coupe d'Algérie (1/8^e de finale) La JSS surprend l'USMA, la JSK passe in extremis

■ La JS Saoura s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football en surprenant l'USM Alger, grand spécialiste de Dame Coupe, qu'elle a battue sur le score étriqué de (1/0), lors de la rencontre comptant pour les huitièmes de finale de cette épreuve disputée au stade du 20-Août de Béchar.

Par Mahfoud M.

L unique réalisation de la rencontre est venue de Yahia-Chérif à la 82^e minute, offrant ainsi une qualification historique au club du sud-ouest algérien. L'USM Alger est la 2^e équipe de Ligue 1 après le CR Belouizdad (tenant du trophée) à quitter prématurément l'épreuve populaire de l'année 2018, à ce stade de la compétition. En quarts de finale, la JS Saoura affrontera en déplacement, le vainqueur du match USM Bel-Abbes-US Biskra. Les Rouge et Noir ratent là une opportunité de jouer à fond cette épreuve, sachant qu'elle est loin en championnat et aura du mal à concurrencer le CSC, alors que la JSS joue les deux tableaux.

Pour sa part, La JS Kabylie s'est qualifiée aussi pour les quarts, rejoignant ainsi le MC Alger, à l'issue de sa victoire sur le CRB Dar Beida (1-0), dans ce match joué au stade de Dar



Les Bécharois étaient plus déterminés

Beida. La formation de la division nationale amateur (groupe Centre) a résisté une mi-temps avant de céder sur un but inscrit par Nassim Yettou en début de la 2^e période (48^e). Les huitièmes de finale de l'édition 2017-2018 ont débuté jeudi avec le déroulement du derby algérois, remporté par le MC Alger aux dépens du tenant du trophée, le CR

Belouizdad, (2-1), après prolongations, au stade du 5-Juillet (Alger). En quarts de finale, la JSK jouera à domicile devant le vainqueur du match USM Blida-DRB Tadjenanet. L'autre quart de finale mettra aux prises, à Alger, le MC Alger au vainqueur du match-MO Béjaïa-MC Oran. **M. M.**

Hommage

Aziz Younsi, cet homme de sport et de radio

Cela fait trois ans que Aziz Younsi nous a quittés (décédé le 3 février 2015). Un grand homme de radio et de sport. Ancien producteur et réalisateur au service des sports de la Chaîne III, il en avait été le chef de service du 1^{er} septembre 1994 au 31 août 1996. Son tempérament était typiquement méditerranéen : passionné, gestuel,

entier jusqu'à être parfois colérique, mais doté de la sensibilité d'un jeune et d'un cœur en or. Il était disponible et bon jusqu'à l'extrême. Grand amateur de football, il était capable de citer ou décrire de mémoire des scores de matches ou des actions de jeu datant des années 1960. Grâce à son talent et à sa compétence comme producteur

et réalisateur, il avait largement contribué à faire de Football Magazine l'émission de football référence à la radio. Depuis sa démission du service des sports de la Chaîne III en 1996, il produisait des émissions culturelles. A tous ceux qui l'ont connu et aimé, nous demandons une pieuse pensée en sa mémoire. **R.S.**

Leicester

Mahrez absent face à Swansea

L international algérien de Leicester, Ryad Mahrez, qui a séché les séances d'entraînement de son équipe jeudi et vendredi, n'a pas été convoqué pour le match contre Swansea samedi pour le compte de la 26^e journée du championnat d'Angleterre. L'entraîneur de Leicester, le Français Claude Puel, a déclaré en conférence de presse d'avant match que

Mahrez ne sera pas convoqué pour la rencontre contre Swansea samedi. «Il est temps de discuter avec Riyad, notre relation est bonne et nous devons régler cette situation, a réagi Claude Puel vendredi. Riyad n'est pas disponible pour ce match (contre Swansea). Tout ce que je peux dire, c'est que cette décision est la meilleure pour Leicester. Et c'est aussi la

meilleure pour Riyad. C'est une situation difficile à gérer, mais il est temps pour nous d'avancer et de rester concentrés». Annoncé avec insistance à Manchester City dans les derniers jours du mercato hivernal, Riyad Mahrez n'était pas du voyage à Everton (1-2) mercredi, et on ne le reverra pas donc contre Swansea samedi. L'international algérien (26 ans, 35 sélections), auteur de huit buts en 24 matches de Premier League cette saison, serait déprimé par sa situation, lui qui souhaitait ardemment rejoindre les Citizens. La direction des Foxes avait refusé mercredi, dernier jour du mercato d'hiver, les quatre offres de Manchester City dont la dernière qui aurait atteint 74 millions d'euros plus un joueur.

AS Monaco

Rachid Ghezzal out contre Lyon

L international algérien de l'AS Monaco, Rachid Ghezzal, blessé lors du dernier match contre Marseille, a déclaré forfait pour la réception de son ancienne équipe Lyon, dimanche soir pour le compte de la 24^e journée du championnat de France de Ligue 1 de football. L'entraîneur Leonardo

Jardim a indiqué vendredi en conférence de presse, qu'il ne pourrait compter ni sur Rachid Ghezzal ni sur Diego Benaglio pour cette rencontre décisive pour la course au podium. «Ghezzal ne sera pas prêt pour le match», a déclaré le technicien portugais. Selon un communiqué médical publié par le club de la principauté, Rachid Ghezzal reste en soins suite à une contusion du mollet. Rachid Ghezzal (25 ans) s'est engagé en août 2017 avec le club monégasque, champion de France en titre, pour un contrat de quatre ans en provenance de l'Olympique lyonnais, son club formateur.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Croissant-Rouge algérien/Annaba

Rapatriement de 272 ressortissants nigériens

AU TOTAL, 272 ressortissants nigériens, dont 30 femmes et 86 mineurs, en situation irrégulière, ont été reconduits avant-hier d'Annaba vers le centre de transit de la wilaya Tamanrasset dans le cadre d'une opération, coordonnée entre les autorités algériennes et nigériennes, selon le président de la section locale du Croissant-Rouge algérien (CRA), Abdelhamid Bouzid.

Dix autocars et quatre camions dont un transportant des produits alimentaires et sanitaires ont été mobilisés pour l'opération, selon le même responsable qui a souligné que la caravane de rapatriement a démarré du centre d'accueil temporaire aménagé dans d'anciens locaux de la société de transformation de bois de la

localité de Jouanou commune d'Annaba. Les ressortissants concernés par le rapatriement ont été soumis à un examen médical de routine et se sont vus offerts des vêtements, des couvertures et des jouets pour enfants au cours d'un concert organisé à leur intention au centre d'accueil de Jouanou. Un comité de wilaya composé de représentants des services de la santé, du transport, de l'action sociale, du CRA, de la protection civile et de la sûreté nationale a supervisé l'opération qui s'est déroulée dans de bonnes conditions, a-t-on noté. Ce rapatriement a été mené en vertu d'un accord entre l'Algérie et le Niger de lutte contre la migration clandestine.

Malek F.

Protection civile/Médeä

Un violent incendie détruit un pavillon d'une base de vie turque à Ain-Djerda

UN VIOLENT incendie a détruit avant-hier un pavillon d'une base vie d'«Askon-Anis», le deuxième en moins d'un an qui touche cette entreprise de réalisation turque, située à Ain-Djerda, dans la commune de Draâ-Smar (à 4 km à l'ouest de Médeä), sans faire de victimes, selon la Protection civile.

L'incendie, qui s'est déclaré vers 8h56, a provoqué la destruction totale d'un pavillon comprenant pas moins de 150 lits ou étaient hébergés des ouvriers de l'entreprise, qui se trouvaient au moment du sinistre sur le chantier abritant un important projet immobilier, a-t-on indiqué. La protection civile n'a fait état d'au-

cune victime. Un local technique, renfermant divers équipements et appareils électriques, a été également détruit lors de cet incendie, a-t-on ajouté, précisant qu'une trentaine d'éléments, appuyés par quatre camions d'intervention, ont été mobilisés pour cette opération qui a duré plus de deux heures. Cette base de vie a connu, en avril 2017, un incendie similaire qui a réduit en cendre 26 cabanes en préfabriqué, servant à l'hébergement du personnel du chantier, outre la destruction d'une vingtaine d'appareils de climatisation et divers autres objets, a-t-on rappelé de même source.

Radia K.

Lutte antiterroriste

Deux grenades à Khenchela

DANS le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage dans la zone de Rakhouch à Khenchela, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a découvert et détruit, avant-hier deux grenades ainsi qu'une plaque photovoltaïque et une quantité de vivres. S'agissant de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire et des éléments de la Gendarmerie Nationale ont arrêté, à Touggourt deux narcotrafiquants en leur possession une importante quantité de kif traité, s'élevant à 264,8 kilogrammes, tandis qu'un autre narcotrafiquant a été intercepté à Mascara en possession de deux kilogrammes de la même substance. Dans le même contexte, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont saisi à Souk-Ahras, Tébossa et El-Tarf 14 978 litres de carburant destinés à la contrebande, alors que d'autres détachements ont arrêté à Biskra et El-Oued trois contrebandiers et ont saisi 2 826 unités de différentes boissons. De même, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a arrêté, en coordination avec des Gardes-frontières et les Services des Douanes, un contrebandier et saisi un camion, onze groupes électrogènes et dix marteaux piqueurs. Par ailleurs, des détachements de l'Armée Nationale Populaire et des éléments de la Gendarmerie Nationale ont arrêté 25 immigrants clandestins de différentes nationalités à Adrar, Biskra Laghouat et Relizane.

Communiqué MDN

L'Algérie va échanger son pétrole contre des médecins cubains



Djalou@hotmail.com

Affaire du kidnapping du bébé Laïth Kaoua

La réclusion à perpétuité à l'encontre des trois accusés

Le tribunal criminel près la cour de Constantine a prononcé avant-hier la réclusion à perpétuité à l'encontre des accusés, S.N., M.K. et M.B. dans l'affaire du kidnapping qui remonte à 2014 du nourrisson Laïth-Mahfoud Kaoua du service néonatal de la maternité du centre hospitalo-universitaire, CHU-Benbadis.

Par Zineddine L.

La même instance a prononcé l'acquittement des deux sages femmes A.L. et N.S., exerçant au service de la maternité du même établissement de santé. Selon l'arrêt de renvoi, S.N., l'époux de Z.B., chez qui le bébé enlevé a été retrouvé à Tamalous, dans la wilaya de Skikda, est poursuivi pour association de malfaiteurs, kidnapping d'un mineur, faux et usage de faux, octroi d'avantages, port d'arme blanche prohibée. Les accusés M.K. et M.B. étaient poursuivis pour, entre autres

association de malfaiteurs, enlèvement d'un mineur et faux et usage de faux. Lors de son réquisitoire, le procureur général a souligné la gravité de l'acte commis par les accusés et a requis 20 ans de prison ferme à l'encontre des trois accusés, 15 ans pour N. S. et 3 ans à l'encontre de A. L. L'affaire de Laïth-Mahfoud Kaoua, dont l'enlèvement a suscité une vague de compassion à travers le territoire national remonte au 27 mai 2014, quand le bébé d'à peine un mois a été porté disparu du service de la maternité du CHU Constantine, juste après son

admission pour un problème d'ictère néonatal. L'enquête déclenchée, par les services de la police, dès l'alerte donnée a permis de remonter la piste des kidnappeurs et localiser le bébé dans un domicile à Tamalous. Aussitôt, une perquisition fut ordonnée, et les enquêteurs ont pu récupérer l'enfant, du domicile d'une femme Z.B., dont le mari est le principal accusé dans cette affaire. La femme en question, âgée au moment des faits de 47 ans était décédée l'année dernière en prison. Les accusés disposent d'un délai de dix jours pour introduire un recours. Z. L.

Lutte contre l'immigration clandestine

Cinq réseaux d'immigration clandestine démantelés et 26 passeurs arrêtés en 2017

CINQ RÉSEAUX criminels spécialisés dans des opérations d'émigration clandestine par mer ont été démantelés et 26 passeurs ont été arrêtés en 2017 dans la wilaya de Mostaganem, a fait savoir avant-hier le chef de sûreté de wilaya de Mostaganem. Le commissaire divisionnaire Samir Khellassi a souligné, lors d'un point de presse consacré au bilan des activités de la sûreté de wilaya de Mostaganem, que les éléments de la sûreté et des garde-côtes ont resserré l'état sur les passeurs. L'activité de la sûreté de wilaya de Mostaganem dans ce domaine a été qualitative et quantitative, en dépit du champ de compétence territorial de la police limité à 8 kilomètres sur un total de 124 km du littoral de la wilaya de Mostaganem. Le bilan de la sûreté de wilaya de Mostaganem en 2017 fait part, par ailleurs, de 5 523 affaires dont 818 de drogue, 640 de port d'armes blanches, 175 de trafic de psychotropes, 84 de commerce illicite de boissons alcoolisées.

Il a également relevé 1.095 affaires d'atteinte à la sécurité de personnes et 1.541 autres à des biens, 86 affaires financières et économiques et 25 de cybercriminalité. Le nombre des enfants ayant pratiqué des jeux électroniques violents au niveau de la wilaya de Mostaganem en 2017 est de 38 enfants dont 26 au titre de la compétence de la sûreté. La brigade de la police d'urbanisme et de protection de l'environ-

nement a traité, dans la même période, 451 affaires dont celles d'infraction à l'urbanisme (195) et d'infraction à l'hygiène et à la santé publique (189). Dans le domaine de la sécurité routière, il a été enregistré 362 accidents de la circulation en zones urbaines en 2017 provoquant 6 morts et 272 blessés. Les services de la police ont relevé 149 délits de circulation et 155 546 infractions forfaitaires. Amine K.

Un réseau de trafiquants de drogue démantelé

Près de 8 kilos de kif saisis à Oran

TROIS narcotrafiquants ont été arrêtés, mercredi dernier à Oran, par les services de la Gendarmerie nationale, en coordination avec un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant de la 2ème région militaire, qui ont saisi 7,5 kilos de kif, a fait savoir avant-hier ce corps de sécurité. Cette opération a été réalisée par les éléments de la section de recherche du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Oran sur la base d'informations faisant état d'un réseau criminel activant à travers le territoire national qui coordonne ses actions à partir de l'est d'Oran, a précisé la même source qui souligne également la saisie de deux véhicules et de sommes d'argent en monnaie nationale et en devises, à savoir plus de 2 millions DA et 2.500 euros constituant des recettes de leur activité criminelle. Une enquête a été ouverte pour élucider les tenants et les aboutissants de cette affaire, selon la même source. Houari H.